

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

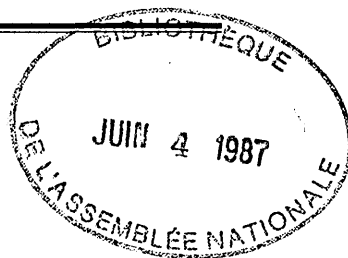
Projet de loi 26

## **Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Herbert Marx  
Ministre de la Justice**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1987**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur le Protecteur du citoyen principalement pour en faciliter l'application au bénéfice des citoyens victimes de difficultés dans leurs relations avec l'Administration publique et pour corriger certaines dispositions qui présentent des difficultés d'interprétation.*

*Il précise d'abord le champ d'application du mandat du Protecteur du citoyen en introduisant une notion d'organisme public et en ouvrant à l'intervention du Protecteur du citoyen, sous réserve de certaines exclusions précisées dans le projet, tous les actes ou omissions de l'Administration qui ont lésé ou peuvent vraisemblablement léser un citoyen.*

*Il accorde en outre au Protecteur du citoyen certains moyens plus efficaces de réaliser son mandat notamment en lui reconnaissant expressément le pouvoir de s'adresser à la Cour supérieure pour faire trancher les litiges qui pourraient survenir concernant l'exercice de sa compétence, et en l'autorisant à commenter publiquement ses rapports et certaines de ses interventions.*

*Enfin, ce projet de loi confirme la protection fondamentale accordée par la loi aux renseignements obtenus par le Protecteur du citoyen dans l'exercice de ses fonctions, et corrige certaines dispositions par concordance ou pour les harmoniser avec les exigences de la Charte des droits et libertés de la personne.*

# Projet de loi 26

## **Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 5 de la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32) est remplacé par le suivant:

«**5.** Le Protecteur du citoyen et son adjoint doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter le serment ou faire la déclaration solennelle prévus en annexe.

Ils exécutent cette obligation respectivement devant le Président de l'Assemblée nationale et devant le Protecteur du citoyen. ».

**2.** L'article 8 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant:

«S'ils cessent d'exercer leurs fonctions avant l'expiration de leur mandat, par suite de démission pour une cause autre qu'une telle incapacité ou par suite de destitution, ils ont droit à une pension annuelle égale à celle à laquelle ils auraient eu droit en vertu des alinéas précédents s'ils avaient terminé leur mandat, diminuée en proportion des mois à écouler avant l'expiration du mandat, par rapport au nombre de mois compris dans la période pertinente. »;

2° par le remplacement, à la deuxième ligne du cinquième alinéa, des mots « à la retraite » par les mots « qu'il ait cessé de les exercer », et, à la dernière ligne de cet alinéa, des mots « s'il avait été à sa retraite » par les mots « en cessant d'exercer ses fonctions ».

**3.** L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « devant lui les serments prévus aux annexes A et B de la présente loi » par les mots « le serment ou faire la déclaration solennelle prévus en annexe, devant le Protecteur du citoyen ».

**4.** L'article 12 de cette loi, remplacé par l'article 599 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (L.R.Q., chapitre E-8.1), est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, des chiffres « 26 à 29 » par les chiffres « 26.1, 26.2, 27, 27.3, 27.4 et 28 ».

**5.** Les articles 13 à 19 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **13.** Le Protecteur du citoyen intervient, sous réserve des articles 18 à 19.1, chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être, par l'acte ou l'omission d'un organisme public, de son dirigeant, de ses membres ou du titulaire d'une fonction, d'un emploi ou d'un office qui relève de ce dirigeant.

Il intervient de sa propre initiative ou à la demande de toute personne ou groupe de personnes, qui agit pour son compte ou pour autrui.

« **14.** Est un organisme public aux fins de la présente loi :

1° un ministère;

2° tout organisme, à l'exception du Conseil exécutif et du Conseil du trésor, dont le personnel est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

« **15.** Sont assimilés à un organisme public, aux fins de la présente loi :

1° toute personne désignée par l'Assemblée nationale, pour exercer une fonction qui en relève, lorsque la loi prévoit que son personnel est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique;

2° les services visés aux sections III et V du chapitre IV de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1);

3° le personnel du Conseil du trésor visé à l'article 20 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6);

4° le Curateur public.

« **16.** L'organisme ou la personne qui exerce par délégation les fonctions d'un organisme public ou d'une personne visés à l'article 13 est, dans l'exercice de ces fonctions, assimilé à ces derniers aux fins de la présente loi.

« **17.** Les membres d'un organisme public relèvent de son dirigeant aux fins de la présente loi.

« **18.** Le Protecteur du citoyen ne peut intervenir à l'égard de l'acte ou de l'omission :

1° d'un organisme public ou d'une personne, lorsque la personne ou le groupe dont les intérêts seraient visés par l'intervention dispose d'un recours légal, susceptible de corriger adéquatement et dans un délai raisonnable la situation préjudiciable;

2° d'un organisme public ou d'une personne, lorsque la personne ou le groupe dont les intérêts seraient visés par l'intervention a omis ou négligé, sans excuse raisonnable, d'exercer en temps utile un recours visé au paragraphe 1°;

3° d'un organisme public ou d'une personne, alors que cet organisme ou cette personne était tenu d'agir judiciairement;

4° d'une personne alors qu'elle exerçait un pouvoir inhérent à un agent de la paix;

5° d'un organisme public ou d'une personne dans le cadre de relations de travail avec la personne ou le groupe dont les intérêts seraient visés par l'intervention;

6° d'une personne membre du cabinet d'un ministre.

« **19.** Le Protecteur du citoyen doit refuser d'intervenir lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis que la personne ou le groupe dont les intérêts seraient visés par l'intervention, a eu connaissance des faits qui la fondent, à moins que cette personne ou ce groupe ne démontre des circonstances jugées exceptionnelles par le Protecteur du citoyen.

Il doit également refuser d'intervenir ou mettre un terme à une intervention lorsqu'un recours exercé, devant la Cour suprême du Canada ou un tribunal visé à l'article 1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16), par la personne ou le groupe dont les intérêts sont visés par l'intervention, porte sur les faits qui fondent cette intervention.

« **19.1** Le Protecteur du citoyen peut refuser d'intervenir ou mettre un terme à son intervention s'il estime :

1° que la personne ou le groupe qui demande son intervention refuse ou néglige de fournir les renseignements ou documents visés à l'article 20;

2° que la demande d'intervention est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi;

3° qu'une intervention n'est pas utile eu égard aux circonstances.

« **19.2** Le Protecteur du citoyen doit, chaque fois qu'il refuse d'intervenir ou met un terme à une intervention, aviser la personne ou le groupe intéressé, lui en donner les motifs et, dans le cas du paragraphe 1° de l'article 18, lui indiquer le recours à exercer.

« **19.3** Le Protecteur du citoyen peut être partie à toute requête qui est adressée à la Cour supérieure en vertu des articles 453 à 456 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) et porte sur sa compétence et ses pouvoirs. ».

**6.** La section IV de cette loi est remplacée par la suivante :

#### « SECTION IV

##### « DEMANDES D'INTERVENTION

« **20.** Quiconque demande l'intervention du Protecteur du citoyen doit :

1° fournir ses nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et les nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et numéro d'assurance sociale de chacune des personnes dont les intérêts sont visés par la demande;

2° exposer les faits qui justifient la demande;

3° fournir au Protecteur du citoyen tout autre renseignement ou document dont celui-ci juge avoir besoin pour la bonne compréhension de ces faits.

Lorsqu'il le juge nécessaire, le Protecteur du citoyen peut exiger que la demande d'intervention soit faite par écrit.

« **21.** Le Protecteur du citoyen, son adjoint, ses fonctionnaires et ses employés doivent prêter leur assistance à toute personne qui la requiert pour la formulation d'une demande d'intervention.

« **22.** Le titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi dans un endroit où une personne se trouve privée de sa liberté, doit, quand

celle-ci lui remet un écrit destiné au Protecteur du citoyen, le lui transmettre immédiatement sans prendre connaissance de son contenu.

Il doit, de la même manière, lorsqu'il reçoit un écrit du Protecteur du citoyen destiné à cette personne, le lui remettre. ».

**7.** La section V de cette loi est remplacée par la suivante:

«SECTION V

«INTERVENTION

«**23.** Lorsque le Protecteur du citoyen juge à propos d'intervenir, il doit inviter l'auteur de l'acte ou de l'omission ou, lorsque celui-ci est un organisme public, son dirigeant, à se faire entendre et, s'il y a lieu, à remédier à la situation préjudiciable.

Lorsque l'intervention auprès de l'auteur de l'acte ou de l'omission, et de ses supérieurs si le Protecteur du citoyen le juge utile, n'a pas permis de remédier adéquatement à la situation préjudiciable, le Protecteur du citoyen doit inviter le dirigeant de l'organisme à se faire entendre et, s'il y a lieu, à remédier à la situation.

«**24.** L'intervention du Protecteur du citoyen est conduite privément.

Elle peut comporter une enquête s'il le juge à propos.

«**25.** Pour la conduite d'une enquête, le Protecteur du citoyen, son adjoint et ses fonctionnaires et employés qu'il désigne par écrit à cette fin, sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

Les dispositions des articles 307, 308 et 309 du Code de procédure civile s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires. ».

**8.** La section VI de cette loi est remplacée par la suivante:

«SECTION VI

«AVIS, RECOMMANDATIONS ET RAPPORTS

«**26.** Lorsque, après avoir procédé en vertu de la section V, le Protecteur du citoyen est d'avis qu'il n'existe aucune situation préjudiciable ou qu'on a remédié adéquatement à celle qu'il a constatée, il doit en aviser avec diligence les parties intéressées.

«**26.1** Le Protecteur du citoyen doit, par écrit, aviser le dirigeant d'un organisme public chaque fois qu'il estime que cet organisme public ou une personne qui relève de ce dirigeant :

1° ne s'est pas conformé à la loi;

2° a agi de façon déraisonnable, injuste, abusive ou d'une manière discriminatoire;

3° a manqué à son devoir ou fait preuve d'inconduite ou de négligence;

4° a commis une erreur de droit ou de fait;

5° dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, a agi dans un but injuste, en se fondant sur des motifs qui ne sont pas pertinents ou en n'en motivant pas l'exercice lorsqu'il devait le faire.

«**26.2** Le Protecteur du citoyen peut, chaque fois qu'il donne un avis au dirigeant d'un organisme public, lui faire toute recommandation qu'il juge utile et requérir d'être informé des mesures qui auront été effectivement prises pour remédier à la situation préjudiciable.

«**27.** Lorsque, après avoir fait une recommandation au dirigeant d'un organisme public, le Protecteur du citoyen juge qu'aucune mesure satisfaisante n'a été prise dans un délai raisonnable, par celui-ci, pour remédier adéquatement à la situation, il en avise, par écrit, le gouvernement et, s'il le juge à propos, expose le cas dans un rapport spécial ou dans son rapport annuel à l'Assemblée nationale.

«**27.1** Le Protecteur du citoyen doit avec diligence donner le résultat de son intervention à la personne ou au groupe dont les intérêts sont visés par cette intervention.

«**27.2** Le Protecteur du citoyen transmet, au moins annuellement, au dirigeant d'un organisme public, un rapport indiquant sommairement le nombre, la nature et l'issue de toute intervention qui a mis en cause, pendant la période pertinente, cet organisme public ou une personne qui relève de ce dirigeant.

«**27.3** Le Protecteur du citoyen peut, en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées à l'occasion de ses interventions, pour éviter leur répétition ou pour parer des situations analogues, appeler l'attention d'un dirigeant d'organisme ou du gouvernement sur les réformes législatives, réglementaires ou administratives qu'il juge conformes à l'intérêt général.



S'il le juge à propos, il peut exposer la situation dans un rapport spécial ou dans son rapport annuel à l'Assemblée nationale.

«**27.4** Le Protecteur du citoyen, lorsqu'il juge d'intérêt public de le faire, peut commenter publiquement un rapport qu'il a soumis à l'Assemblée nationale ou une intervention qu'il a faite.

Il peut également commenter publiquement une intervention qu'il a faite ou une intervention en cours lorsqu'il juge que l'intérêt de la personne, du groupe, de l'organisme public, de son dirigeant, du fonctionnaire, de l'employé ou de l'officier en cause l'exige.

«**28.** Le Protecteur du citoyen, au plus tard le 30 septembre de chaque année, transmet au Président de l'Assemblée nationale, à l'intention de l'Assemblée, un rapport de ses activités pour l'année civile précédente.

Ce rapport expose notamment les cas au sujet desquels le Protecteur du citoyen a fait une recommandation en vertu de l'article 26.2 ou donné un avis en vertu de l'article 27, et, s'il y a lieu, les mesures correctives prises par l'autorité concernée.

«**29.** Le Président de l'Assemblée nationale dépose devant l'Assemblée, dans les trois jours de sa réception, si elle est en session, ou, sinon, dans les trois jours de la reprise de ses travaux, tout rapport que le Protecteur du citoyen lui transmet à l'intention de l'Assemblée.

Ces rapports sont publiés et distribués par l'éditeur officiel du Québec dans les conditions et de la manière que le Protecteur du citoyen juge appropriées. ».

**9.** L'article 33 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**33.** Quiconque, sans y être dûment autorisé, révèle un renseignement qu'il a obtenu dans l'exercice des fonctions d'adjoint, de fonctionnaire ou d'employé du Protecteur du citoyen, commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 300 \$ à 1 000 \$.

«**33.1** Quiconque contrevient à l'une des dispositions de l'article 22 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 300 \$ à 1 000 \$.

«**33.2** Toute poursuite en vertu de la présente loi est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par la personne qu'il autorise spécialement ou généralement à cette fin. ».

**10.** L'article 34 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**34.** Malgré toute loi au contraire, nul ne peut être contraint de faire une déposition portant sur un renseignement qu'il a obtenu dans l'exercice de la fonction de Protecteur du citoyen ou d'adjoint, de fonctionnaire ou d'employé de ce dernier, ni de produire un document contenant un tel renseignement.

Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un tel document.".

**11.** L'article 37 de cette loi est abrogé.

**12.** Les annexes A et B de cette loi sont remplacées par la suivante:

#### « ANNEXE

##### «*SERMENT OU DÉCLARATION SOLENNELLE*

« Je jure (*ou* déclare solennellement) que je remplirai mes fonctions avec honnêteté, impartialité et justice et que je n'accepterai aucune autre somme d'argent ou avantage, pour ce que j'accomplirai dans l'exercice de mes fonctions, que ce qui me sera alloué conformément à la loi.

De plus, je jure (*ou* déclare solennellement) que je ne révélerai, sans y être dûment autorisé, aucun renseignement que j'aurai obtenu dans l'exercice de mes fonctions. ».

**13.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).